

POUR LA CRÉATION D'UN VRAI MINISTÈRE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE!

Pascal Colin, Président du Réseau national de l'économie sociale et solidaire, Reness.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-LOUIS SANCHEZ



Le Jas : Quelle est votre légitimité pour lancer un manifeste sur l'ESS ?

Pascal Colin : En 2004, à l'occasion des élections régionales, une petite équipe de personnes engagées à divers titres dans l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) décide de se constituer en réseau (le Reness) pour lancer un premier appel pluraliste en faveur de régions solidaires. Le souhait des initiateurs de cet appel était que

dans l'exécutif de chaque région de France il y ait un élu chargé de la promotion de l'ESS. Nous avons constaté avec satisfaction qu'à la suite de ces élections, la plupart des régions ont désigné un vice-président chargé de l'ESS. En 2012, le Reness s'invitait cette fois-ci dans la campagne de l'élection présidentielle afin de demander plus de visibilité et de reconnaissance pour l'ESS ainsi que la nomination d'un Ministre en charge de ce secteur. Nous avons noté avec satisfaction la nomination d'un Ministre en charge de cette question. La Loi sur l'ESS promulguée en 2014 constitue une indéniable avancée. À l'occasion des dernières élections municipales, l'Appel de Sceaux lancé par le Reness invitait les candidats à s'engager concrètement en faveur de la promotion

de l'ESS sur le territoire communal. Nous demandons que dans chaque commune un(e) élu(e) soit en charge de l'ESS. Ce qui est le cas aujourd'hui dans de nombreuses municipalités. À ce jour, plus de 150 000 personnes ont manifesté leur intérêt pour nos actions.

Le Jas : Qu'attendez-vous d'un ministère de l'Économie sociale et solidaire ?

P. C : De mettre en place les conditions pour la création d'un nouvel indice de développement : "le Produit Intérieur de Fraternité" qui permettrait de prendre en compte l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et citoyenne, la nouvelle économie collaborative. Un ministère de l'Économie Sociale et Solidaire permettrait de promouvoir leurs actions qui représentent un véritable enjeu de transformation sociale pour le XXI^e siècle. En particulier, l'ESS permet de créer de nombreux emplois de proximité non délocalisables, de répondre de manière adaptée et réactive aux nouveaux besoins émergents, et de contribuer à développer très activement le lien social. Le Reness est convaincu que c'est le moment de valoriser un secteur plus que jamais indispensable à la cohésion sociale et à la fraternité républicaine...

Le Jas : Votre demande est-elle compatible avec l'annonce des candidats de réduire le nombre de ministères ?

P. C : Oui, car il faut renouveler l'architecture gouvernementale en fonction des nouvelles priorités

économiques et sociales. Il ne s'agit pas de créer un nouveau "machin", mais de rationaliser la dépense publique en mettant les efforts sur la modernisation de notre pays. Or, l'économie

sociale et solidaire donne du sens et de la cohérence au développement pour soutenir une démarche stratégique de transformation sociale qui accompagne le développement économique. ■



PREMIERS SIGNATAIRES DE L'APPEL DU RENESS

Jean Gatel, ancien Secrétaire d'État chargé de l'économie sociale de 1984 à 1986 - Isabelle Ullern, doyenne de la Faculté Libre d'Etudes Politiques, Flepes-Initiatives - Philippe Laurent, maire de Sceaux et secrétaire général de l'Association des maires de France - Chantal Jouanno, sénatrice de Paris, vice-présidente de la région Ile-de-France - Didier Lesueur,

directeur général de l'Observatoire du développement et de l'action Sociale, Odas - Carole Delga, présidente de la région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée - Hervé Marseille, sénateur-maire de Meudon, vice-président du Sénat - Christiane Demontes, présidente du Conseil national de l'insertion par l'activité économique (CNAIE) - André Santini, député-maire d'Issy-les-Moulineaux - Catherine Gouhier, vice-présidente de Le Mans Métropole - Guy Barbotteau, militant mutualiste et de l'ESS, ancien président de Cress - Aurore Barthelemy, coordinatrice de la CRESS Grand Est - Jean-Jacques Bernard, directeur de la Cress Guadeloupe - Marie Meunir-Polge, conseillère régionale Occitanie déléguée à l'ESS - Jean-Yves Senant, maire de la ville d'Antony - Christiane Demontes, présidente du Conseil National de l'Insertion par l'Activité Economique (CNAIE).

LE JAS

LE JOURNAL DES ACTEURS SOCIAUX

Pour suivre l'actualité avec un regard sans concession, abonnez-vous au JAS!



Journal des Acteurs Sociaux
13, boulevard Saint-Michel - 75005 Paris
Tél. : 01 53 10 24 10 - Fax : 01 53 10 24 19

www.lejas.com